

## MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES COMMUN AUX 2 LOTS (CCAP)

(CCAP N° ORTB\_animation-communication\_2024/1)

#### *L'Acheteur*

Observatoire régional des transports de Bretagne (ORTB)

#### *Représentant de l'acheteur (RA)*

Monsieur le président de l'ORTB

#### *Objet du marché*

Prestations d'animation et de communication dans le domaine de la logistique et de la mobilité des marchandises et des personnes

Le présent CCAP comporte 2 annexes (CCTP lot n° 1, CCTP lot n° 2).

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE 1 : CONTEXTE ET GOUVERNANCE.....</b>	<b><u>4</u></b>
1.1. Contexte.....	<u>4</u>
1-2. Gouvernance.....	<u>5</u>
<b>ARTICLE 2 : OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b><u>5</u></b>
2-1. Objet du marché et Normes.....	<u>5</u>
2-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	<u>6</u>
2-3. Point de départ du délai d'exécution.....	<u>7</u>
2-4. Passation des commandes.....	<u>7</u>
2-5. Décomposition en tranches et en lots.....	<u>7</u>
2-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	<u>8</u>
2-7. Contrôle des coûts de revient.....	<u>8</u>
2-8. Dispositions générales.....	<u>8</u>
2-9. Ordres de service.....	<u>11</u>
<b>ARTICLE 3 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....</b>	<b><u>11</u></b>
<b>ARTICLE 4 : PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES. <u>12</u></b>	<b><u>12</u></b>
4-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	<u>12</u>
4-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	<u>12</u>
4-3. Variation dans les prix.....	<u>13</u>
4-4. Paiement direct des sous-traitants.....	<u>14</u>
<b>ARTICLE 5 : DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....</b>	<b><u>14</u></b>
5-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	<u>14</u>
5-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	<u>14</u>
5-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	<u>14</u>
5-4. Interventions urgentes.....	<u>15</u>
<b>ARTICLE 6 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....</b>	<b><u>15</u></b>

<b>6-1. Retenue de garantie.....</b>	<b><a href="#">15</a></b>
<b>6-2. Avances.....</b>	<b><a href="#">15</a></b>
<b>ARTICLE 7 : QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....</b>	<b><a href="#">16</a></b>
<b>ARTICLE 8 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....</b>	<b><a href="#">16</a></b>
<b>ARTICLE 9 : MISE EN PLACE ET EXÉCUTION DU MARCHÉ.....</b>	<b><a href="#">17</a></b>
<b>9-1. Mise en place du marché.....</b>	<b><a href="#">17</a></b>
<b>9-2. Programme d'exécution.....</b>	<b><a href="#">17</a></b>
<b>9-3. Conditions d'exécution.....</b>	<b><a href="#">17</a></b>
<b>ARTICLE 10 : CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....</b>	<b><a href="#">17</a></b>
10-1. Admission.....	<a href="#">17</a>
10-2. Garantie des prestations.....	<a href="#">18</a>
<b>ARTICLE 11. RÉSILIATION.....</b>	<b><a href="#">18</a></b>
<b>ARTICLE 12. CLAUSES TECHNIQUES.....</b>	<b><a href="#">19</a></b>
<b>ARTICLE 13. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....</b>	<b><a href="#">19</a></b>
<b>ARTICLE 14. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b><a href="#">19</a></b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## ARTICLE 1 : CONTEXTE ET GOUVERNANCE

### 1-1. Contexte

L'ORTB est une association « loi 1901 » créée en 1994 qui a pour objet de mettre en place et de développer les outils de connaissance et d'information régionale sur le transport, dont les deux branches principales étudiées sont les mobilités des personnes et des marchandises, et d'en diffuser les résultats par tous les moyens appropriés (article 3 de ses statuts).

Il comprend les membres fondateurs de l'association, au nombre de 3 (la DREAL Bretagne, le conseil régional et la chambre de commerce et d'industrie de la région Bretagne) ainsi que des membres actifs (au nombre de 8 en 2023) et des membres associés.

Les actions et le budget de l'association sont définis par ses membres au travers du bureau et de l'assemblée générale. Le président (actuellement, Patrick Lahaye) est le responsable légal de l'association.

Les ressources financières de l'ORTB sont principalement issues des cotisations des membres et de subventions publiques. La DREAL Bretagne met également à disposition des moyens humains.

L'ORTB dispose d'un site web : <http://www.observatoire-transports-bretagne.fr>, d'un compte Twitter : @ortBretagne, et d'une chaîne YouTube.

Il souhaite avoir davantage de visibilité, accroître le volume et la qualité des informations qui sont publiées sur son site et les réseaux sociaux, et ainsi répondre au mieux aux besoins des acteurs de la logistique et de la mobilité, tant privés que publics.

Les enjeux de mobilité sont en effet au cœur des défis de la Bretagne, dont la géographie péninsulaire fait sa spécificité historique, tels le défi des mobilités du quotidien et celui de l'équité sociale et du dérèglement climatique, compte tenu de la contribution des transports aux émissions de gaz à effet de serre. Et du fait de la distance de raccordement aux principaux axes d'échanges nationaux et internationaux, un autre enjeu est de soutenir la compétitivité des entreprises bretonnes et de réduire les externalités négatives liées au transport routier de marchandises.

Ces enjeux interviennent dans un contexte national de politiques publiques à mettre en œuvre, telles que la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (2015), la loi relative à l'énergie et au climat (2019), la loi d'orientation des mobilités (2019), la loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (2021), mais aussi la stratégie de développement du fret ferroviaire (2022), la stratégie portuaire (2021), la stratégie du

transport aérien, la stratégie de la logistique (2022) et la planification écologique (2023) ou la stratégie bas-carbone 2030 à venir.

Localement, l'État intervient aux côtés de la Région dans le cadre du CPER. L'avenant au CPER 2021-2027 de la région Bretagne en matière de Mobilités pour la période 2023-2027 a été signé le 1<sup>er</sup> juillet 2024.

La Région a élaboré son schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), exécutoire depuis le 16 mars 2021. Un des enjeux concerne la réponse, adaptée et solidaire entre territoires, aux besoins de mobilité et à l'accompagnement de la transition de la filière de transport de marchandises au service de l'économie bretonne, pour atteindre la neutralité carbone en 2050.

En parallèle, afin de répondre aux besoins croissants de mobilité des usagers ainsi qu'à la nécessité de décarboner les mobilités, la Région et les intercommunalités ont lancé en février 2024 une démarche de concertation des intercommunalités en vue de la création du syndicat mixte Bretagne Mobilités.

## **1-2. Gouvernance**

### **1-2.1. Le comité de pilotage**

Le maître d'ouvrage de la démarche est l'ORTB. Le bureau de l'ORTB agit comme un comité de pilotage (CoPil) : il discute et valide les grandes orientations de chacun des événements ou prestations, à la demande du comité technique général/comité éditorial ou de sa propre initiative.

### **1-2.2. Le comité technique général/comité éditorial**

L'ORTB est accompagné d'un comité technique général/comité éditorial afin d'assurer le pilotage et la mise en œuvre globale des événements et prestations.

Ce comité oriente et contrôle le travail du prestataire. Il propose à la validation de l'AG de l'ORTB le programme (déroulé, intervenants, ...), le plan de communication ainsi que les projets de contenus et livrables finaux.

## **ARTICLE 2 : OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **2-1. Objet du marché et Normes**

Les prestations, objet du présent marché, concernent l'animation d'événements ainsi que des prestations de veille, de production et de relais de contenus dans le domaine de la logistique et de la mobilité des marchandises et des personnes, en région Bretagne.

Les prestations font l'objet d'accords-cadres à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

## **2-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications**

### **2-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché**

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter l'acheteur auprès du titulaire :

1. Le président de l'ORTB,
2. Le secrétaire de l'ORTB ou son représentant,
3. Le trésorier de l'ORTB.

### **2-2.2. Formes des notifications**

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique (boîte mail de l'ORTB) au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La boîte mail de l'ORTB assurera la traçabilité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire.

Ces accusés de réception seront générés par la boîte mail et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au titulaire ne mentionne pas de délai(s), celui-ci(ceux-ci) commence(nt) à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information par l'acheteur, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur.

## **2-3. Point de départ du délai d'exécution**

Le bon de commande précise les conditions d'exécution.

Il sera dérogé à l'article 13.1.2 du CCAG dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande partirait de la date précisée dans la décision du RA pour commencer l'exécution de celui-ci.

## **2-4. Passation des commandes**

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par le président de l'ORTB.

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8 h au vendredi 12 h, par courriel via l'adresse mail de l'ORTB. Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum de vingt-quatre heures par retour de courriel du bon de commande portant la date et l'heure de réception.

Chaque bon de commande précise :

- La désignation des prestations ;
- La quantité commandée ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant par prestation ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le lieu d'exécution/de livraison et la zone géographique concernée par référence aux 2 annexes au présent CCAP ;
- Le délai d'exécution/de livraison ;
- La référence du marché.

L'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de chaque acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

## **2-5. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le besoin homogène de prestations intellectuelles est alloté ; les prestations sont réparties en 2 lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
<b>Lot n° 1</b>	Prestations d'animation
<b>Lot n° 2</b>	Prestations de communication (veille, production de contenus, animation de site Internet et de réseaux sociaux)

## **2-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel**

### **2-6.1. Obligation de confidentialité**

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 5-3.1 du CCAP.

### **2-6.2. Sites sensibles**

Sans objet.

### **2-6.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données)**

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale, le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat. L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si, en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 5-3.2 du présent CCAP.

### **2-7. Contrôle des coûts de revient**

Sans objet.

### **2-8. Dispositions générales**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché, et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

#### **2-8.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants, quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.



En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

## **2-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

### **2-8.2.1. Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 4-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

### **2-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales**

#### **a/ Désignation d'un représentant du titulaire**

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit, conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail, désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

#### **b/ Documents à produire**

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 32.3 du CCAG.

### **2-8.3. Assurances**

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution. Leurs polices doivent apporter des garanties suffisantes en fonction de l'objet et des caractéristiques du marché.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

### **2-8.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 2-8.3. ci-dessus.

**2-8.5. Réalisation de prestations similaires**

Sans objet.

**2-8.6. Clauses sociales et environnementales****2-8.6.1. Clauses sociales**

Sans objet.

**2-8.6.2. Clauses environnementales**

En dehors des réunions nécessitant impérativement la présence du prestataire, les échanges se feront en dématérialisés. Les lieux où se dérouleront les événements devront être accessibles en transport en commun. Les livrables seront fournis en dématérialisé, au format imprimable.

**2-9. Ordres de service**

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

**ARTICLE 3 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché de chaque lot sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Le bordereau des prix.

## **ARTICLE 4 : PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **4-1. Tranche(s) optionnelle(s)**

Sans objet.

### **4-2. Contenu des prix - Règlement des comptes**

#### **4-2.1. Contenu des prix**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

#### **4-2.2. Règlement des prestations**

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par **application des prix unitaires et/ou forfaitaires** dont le libellé est donné dans la liste des prix.

Pour les prix absents de cette liste, par application, aux quantités réalisées, des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le tarif constitué par le catalogue du fournisseur affectés de rabais et/ou majoration(s) indiqué(s) à l'article 2 de l'acte d'engagement.

#### **4-2.3. Modalités du règlement des comptes du marché**

Le titulaire n'accepte pas la carte d'achat.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG.

#### **4-2.4. Modalités de transmission et de paiement**

##### **4-2.4.1. Modalités de transmission des pièces de paiement**

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

Les factures seront transmises sous forme dématérialisée sur l'adresse électronique de l'ORTB.

Les factures adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- le numéro de marché : ORTB\_animation-communication\_2024/1
- le numéro de SIRET de l'ORTB : 412 896 573 00026

Le document "nom du modèle de pièce jointe à la facture" annexé au CCAP, est renseigné par le titulaire et fourni à l'appui de chaque facture pour en faciliter le traitement.

##### **4-2.4.2. Modalités de paiement**

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-

traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **4-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues et par dérogation à l'article 15.3 du CCAG aux primes.

#### **4-3.1. Les prix sont révisibles** par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 4-3.3 et 4-3.4.

#### **4-3.2. Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

#### **4-3.3. Choix de l'index de référence**

L'index de référence ***I*** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet de **l'ensemble des lots** est :

ING : Ingénierie

Il est publié sur le site Internet de l'INSEE.

#### **4-3.4. Modalités de révision des prix**

Le coefficient de révision  $C_n$  est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

avec :  $I_0$  = Valeur de l'index de référence ***I*** prise au mois d'établissement des prix ;  
 $I_n$  = Valeur de l'index de référence ***I*** prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

#### **4-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA :

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

#### **4-4. Paiement direct des sous-traitants**

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité.
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

### **ARTICLE 5 : DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

#### **5-1. Durée du marché et délais d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent dans chaque acte d'engagement (lot n° 1 et lot n° 2).

#### **5-2. Pénalités pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire

conformément à l'article 14.1.1 du CCAG.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, la pénalité journalière est fixée à 500 €.

### **5-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution**

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

#### **5-3.1 Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité**

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 2-6.1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €

#### **5-3.2 Pénalités pour non respect de la réglementation RGPD**

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 2.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

### **5-4. Interventions urgentes**

sans objet

## **ARTICLE 6 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

### **6-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

### **6-2. Avances**

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC du bon de commande du lot si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à **5 %** du montant initial TTC du bon de commande pour chaque lot.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande du lot.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande du lot atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande du lot. Il doit être terminé

lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à **30 %**, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale, et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 7 : QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS**

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à l'acheteur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

## **ARTICLE 8 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG (prestations intellectuelles) s'appliquent.

Le prestataire dispose de la possibilité de réutiliser partiellement les productions à son propre compte, y compris à des fins commerciales.

Par dérogation à l'article 35.3.1 du CCAG PI, aucune redevance n'est due par le prestataire dans le cas d'une exploitation commerciale, sous réserve qu'elle respecte les conditions du présent article.



Le titulaire ne doit pas porter atteinte à l'image, aux droits et aux intérêts de l'ORTB et de ses membres. Il est tenu d'indiquer que le contenu réutilisé a été produit par l'ORTB sauf si celui-ci l'adapte de manière significative dans les réutilisations qui en sont faites (en les réécrivant, enrichissant et/ou raccourcissant) de sorte qu'elles apparaissent nettement différentes de la production initiale. Il est, par ailleurs, tenu d'informer le représentant de l'acheteur de toute réutilisation des productions, adaptées ou non. Ce dernier dispose de 3 jours ouvrés pour refuser cette réutilisation dans le cas où il estime que les conditions précédentes n'ont pas été respectées.

## **ARTICLE 9 : MISE EN PLACE ET EXÉCUTION DU MARCHÉ**

### **9-1. Mise en place du marché**

L'acheteur mettra à disposition du prestataire des documents tels que (liste non exhaustive) :

- . comptes-rendus de réunions, de journées techniques, de précédents événements,
- . rapports ou études,
- . documents de stratégies nationales et régionales,
- . liste et adresse des sites web des membres de l'ORTB et de ses partenaires,
- . liste et adresse des sites web des autres ORT.

### **9-2. Programme d'exécution**

Sans objet.

### **9-3. Conditions d'exécution**

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui lui sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations.

## **ARTICLE 10 : CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES**

### **10-1. Admission**

Aucune stipulation particulière.

**10-1.1. Remise des productions**

Les documents présentés par le titulaire sont remis à l'acheteur, sous forme dématérialisée, dans un format imprimable : pdf, ppt, doc, xls, odt

**10-1.2. Délais d'admission des livrables finaux**

L'approbation consiste en l'acceptation par l'acheteur des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la remise des documents.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par l'acheteur de ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

**10-1.3. Réfaction**

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur. Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. À défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

**10-1.4. Ajournement**

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le RPA et soumis aux dispositions de l'article 4-2 ci-dessus.

Par dérogation au 3ème alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG, le silence de l'acheteur ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le RPA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

**10-1.5. Rejet**

Suite à une décision de rejet, le RPA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

**10-2. Garantie des prestations**

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision du pouvoir adjudicateur après l'avoir consulté.

**10-2.1 Prise en charge et restitution des installations et de la documentation**

sans objet

**ARTICLE 11. RÉSILIATION**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 41 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

**ARTICLE 12. CLAUSES TECHNIQUES**

Sans objet.

**ARTICLE 13. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION**

Sans objet.

**ARTICLE 14. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et des CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

**a) CCAG :**

<b>Dérogations</b>		
CCAP 2-3	déroge à l'article	13.1.2 du CCAG
CCAP 2-8.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 4-3	déroge à l'article	15.3 du CCAG
CCAP 5	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG
CCAP 5-2	déroge à l'article	14.1.1 et 14.1.2 du CCAG
CCAP 6-2	déroge à l'article	11.1 du CCAG
CCAP 8	déroge à l'article	35.3.1 du CCAG
CCAP 10.1.3	déroge à l'article	29.3 du CCAG
CCAP 10.1.4	déroge à l'article	29.2.1 (3 <sup>e</sup> alinéa) du CCAG
CCAP 11	déroge à l'article	41.2 du CCAG

**b) CCTG et CPC travaux publics**

Sans objet

**c) Normes françaises homologuées**

Sans objet

**d) Autres normes**

Sans objet